

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 18 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AVANTY SAS -PARC EL SINGLA

ZAC de Cap Malo
Avenue du Phare de la Balue
35520 La Mézière

Références : UID11/66-C3-2024-248

Code AIOT : 0006605331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 avril 2024 dans l'établissement AVANTY SAS -PARC EL SINGLA implanté sarrat del clot - Las Coumes - Coumail Ecur - Sarrat d'en Bajoulet à Prugnanes (66220). L'inspection a été annoncée le 28 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVANTY SAS -PARC EL SINGLA
- sarrat del clot - Las Coumes - Coumail Ecur - Sarrat d'en Bajoulet 66220 Prugnanes
- Code AIOT : 0006605331
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 9 aérogénérateurs d'une puissance totale de 20,7 MW) mis en service en 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > II.	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
11	Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnemen...	Arrêté Préfectoral du 22/10/2014, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, en particulier concernant la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée :

I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et des postes de livraison, sur le site internet OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du Code de l'environnement ; - le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ; - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; - le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ; - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
Constats : L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission suivi
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version

française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a fourni le rapport de suivi environnemental de 2021. Il a été rappelé à l'exploitant que les suivis doivent être transmis à l'inspection au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.
Constats : L'exploitant a réalisé un suivi environnemental en 2018-2019, 2020 et 2021. Un bridage chiroptères a été mis en place dès la mise en service industrielle du parc en juillet 2017. Ce bridage a été renforcé suite aux suivis environnementaux. Le bridage est en place du 15 avril au 30 novembre avec des paramètres adaptés selon la saisonnalité et l'éolienne pour les paramètres vitesse et durée pour une température supérieure à 10 °C. Le rapport du suivi environnemental de 2021 conclut que « le bridage semble adapté au parc éolien d'El Singla et permet d'atteindre des incidences non significatives sur les populations de chiroptères ».
L'évolution des paramètres du bridage « Chiroptères » pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Il est à noter que chaque éolienne du parc est équipée d'un système de détection avifaunistique (SDA) avec la fonction effarouchement uniquement.

<p>Ces SDA pourront être encadrés par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Concernant l'avifaune, le rapport de suivi de 2021 conclut que « Les faibles effectifs d'oiseaux touchés par le parc El Singla ne justifient pas la mise en place de nouvelle mesure de régulation (mortalités globalement ponctuelles pouvant être considérées comme accidentelles) ».</p> <p>Le parc ayant été mis en service en 2017, il est rappelé qu'un suivi environnemental doit être réalisé en 2027 au plus tard.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protocole suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport du suivi environnemental de 2021 mentionne explicitement qu'il a été réalisé selon le protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées dans sa version de 2018.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protocole suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le justificatif du téléversement, en date du 25 mai 2022, des données des rapports de suivi environnemental de 2018-2019, 2020 et 2021 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Signalétiques
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Les numéros affichés sur chaque éolienne ne correspondent pas à ceux de la déclaration OREOL ni à ceux mentionnés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2015. Les panneaux sur lesquels sont affichés les prescriptions à observer par les tiers étaient bien en place et en bon état. Par contre d'autres signalétiques étaient en mauvais état ou illisibles, par exemple les panneaux premiers secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la mise en cohérence des numéros des éoliennes ainsi que du remplacement des panneaux en mauvais état ou illisibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fourni le manuel d'entretien de l'installation comportant les éléments

réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre est bien en place et comporte bien les opérations de maintenance et, le cas échéant, les opérations préventives et correctives engagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un container à déchets sur site en façade Ouest du poste de livraison n° 1. L'exploitant a transmis par courriel en date du 14 mai 2024 l'échéance de la mise en place du container qui est au 30 septembre 2024 (temps de fabrication et temps d'installation). Les bordereaux de suivi de déchets (BSD) de 2023 contrôlés sont bien au nom de l'exploitant. Certains BSD font mention de rupture de traçabilité. L'exploitant doit s'assurer que la société ORTEC qui reçoit les déchets est bien autorisée pour cette rupture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la mise en place du container au service l'inspection ainsi que l'arrêté préfectoral de la société ORTEC mentionnant l'autorisation de rupture de traçabilité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 11 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnemen...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2014, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Bridage chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors des conditions les plus favorables au vol des chiroptères (nuits sans pluie, du 15 avril au 15 octobre, par vent inférieur à 5,5 m/s), les éoliennes doivent être bridées les 5 premières heures de la nuit (suivant le coucher du soleil).</p>
<p>Constats :</p> <p>Un bridage chiroptères a été mis en place dès la mise en service industrielle du parc en juillet 2017. Ce bridage a été renforcé suite aux suivis environnementaux. Le bridage est en place du 15 avril au 30 novembre avec des paramètres adaptés selon la saisonnalité et l'éolienne pour les paramètres vitesse et durée pour une température supérieure à 10 °C.</p> <p>L'évolution des paramètres du bridage « Chiroptères » pourra être encadré par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite